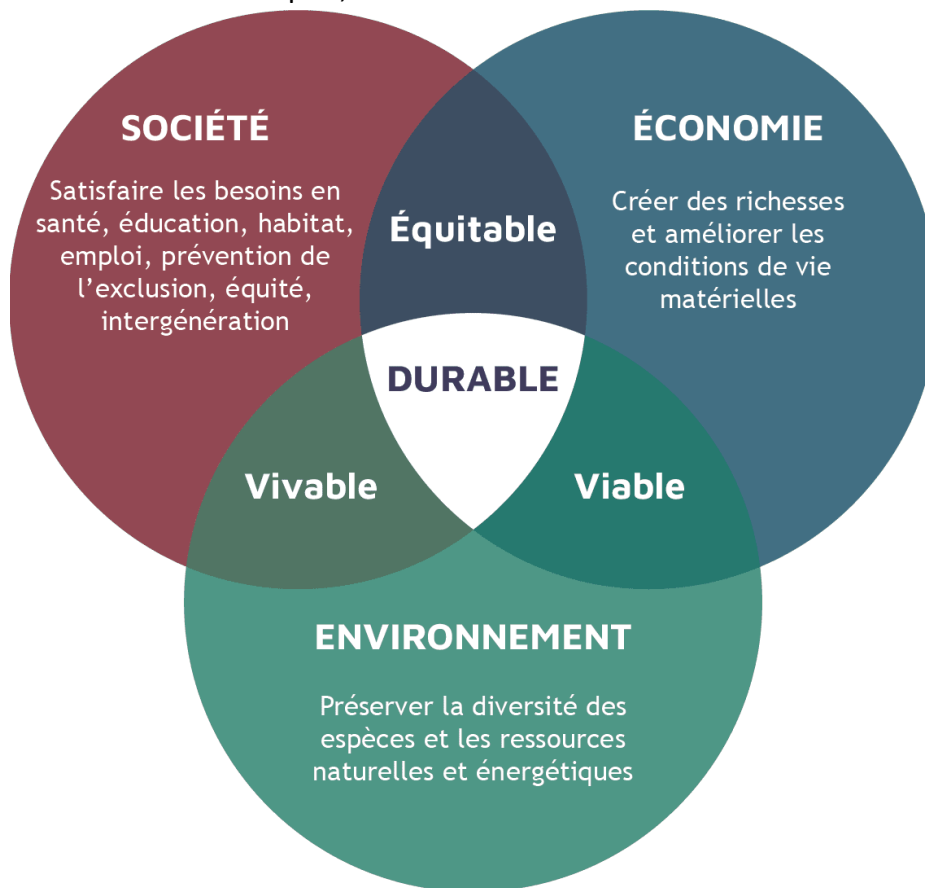


Introduction

Le capitalisme est souvent défini comme un système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production, la recherche du profit, et l'allocation des ressources par les mécanismes de marché. De son côté, le développement durable, tel que formulé par le rapport Brundtland (1987), désigne un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, en conciliant les dimensions économiques, sociales et environnementales.



Depuis les années 1970 et la publication du rapport Meadows (*Limits to Growth*, 1972), une prise de conscience progressive s'est installée quant aux limites écologiques de la croissance économique. La multiplication des crises environnementales (changement climatique, perte de biodiversité, pollutions globales) et des inégalités sociales interroge la compatibilité entre le fonctionnement du capitalisme globalisé et les exigences d'une transition durable.

Le capitalisme, en tant que système fondé sur la croissance et la compétition, est-il structurellement incompatible avec le développement durable, ou peut-il, au contraire, s'adapter et devenir un vecteur de transition écologique et sociale ?

I. Les tensions structurelles entre capitalisme et développement durable

1.1. Logique d'accumulation et impératif de croissance

Le capitalisme repose sur une logique d'accumulation du capital qui nécessite une croissance économique constante. L'impératif de rentabilité pousse les entreprises à innover, produire et vendre toujours davantage. Cette dynamique est soutenue par des indicateurs comme le PIB, qui valorisent uniquement l'augmentation des flux économiques sans distinguer les effets positifs ou négatifs.

Or, la croissance illimitée entre en contradiction avec la finitude des ressources naturelles. La notion de **limites planétaires** (Rockström et al., 2009) identifie neuf frontières écologiques (climat, biodiversité, cycles de l'azote et du phosphore, etc.), dont plusieurs sont déjà franchies. Le capitalisme ne remet pas en question le couplage entre croissance économique et exploitation des ressources, malgré les progrès de l'efficacité énergétique.

Des approches hétérodoxes, comme l'**économie écologique** (Georgescu-Roegen, Daly), soutiennent que la croissance verte est une illusion, et que seule une décroissance matérielle permettra de rester dans les limites écologiques.

1.2. Externalités négatives et court-termisme des marchés

Le capitalisme peine à internaliser les externalités environnementales. Selon le paradigme néoclassique, ces défaillances du marché peuvent être corrigées par des incitations fiscales ou des droits de propriété (Pigou, Coase). Pourtant, en pratique, les coûts environnementaux (pollution, émissions de CO₂, etc.) restent massivement ignorés ou socialisés.

En outre, les décisions d'investissement sont dominées par des horizons temporels courts (profits trimestriels, retours rapides), alors que les effets écologiques se déploient sur des décennies. Ce **court-termisme** structurel est amplifié par les marchés financiers, qui privilégient la liquidité et la rentabilité immédiate.

Ainsi, comme le souligne Naomi Klein (*This Changes Everything*, 2014), la logique du capitalisme de marché s'avère incompatible avec la temporalité de la transition écologique.

1.3. Inégalités socio-économiques et gouvernance environnementale

Le capitalisme contemporain, notamment dans sa version néolibérale, tend à produire des inégalités de richesse, de pouvoir et d'accès aux ressources. Ces inégalités sont un obstacle majeur à la transition durable : les populations les plus précaires sont à la fois les plus vulnérables aux risques climatiques et les moins responsables des émissions.

La question de la **justice environnementale** devient donc centrale. Les pays du Sud, qui ont historiquement peu contribué aux émissions de GES, exigent une responsabilité différenciée. Les négociations climatiques (COP) illustrent ces tensions Nord-Sud, où les intérêts capitalistes des pays industrialisés s'opposent souvent aux demandes de réparations climatiques.

Enfin, la gouvernance environnementale reste faible et fragmentée, dominée par des institutions internationales influencées par les intérêts économiques dominants (Banque mondiale, OMC), ce qui limite l'ambition des politiques environnementales.

II. Les potentialités de convergence entre capitalisme et durabilité

2.1. L'émergence du capitalisme vert

Malgré ses limites, le capitalisme cherche à s'adapter aux exigences environnementales. Depuis les années 2000, on assiste à une montée en puissance de l'**économie verte**, qui tente d'aligner performance économique et durabilité.

Les **instruments de marché** se sont multipliés : taxes carbone, mécanismes de quotas d'émission (ETS en Europe), subventions aux énergies renouvelables, etc. De nouveaux secteurs apparaissent : technologies vertes, efficacité énergétique, bioéconomie. Cette stratégie de croissance verte repose sur l'idée d'un découplage entre croissance du PIB et impact environnemental.

Toutefois, les données empiriques sont contrastées. Le découplage absolu reste rare et insuffisant à l'échelle mondiale (Jackson, 2009 ; Hickel & Kallis, 2020). De plus, certains mécanismes – comme la financiarisation de la nature (compensation carbone, biodiversité) – posent des questions éthiques et d'efficacité.

2.2. Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et gouvernance durable

Face à la pression des consommateurs, des ONG et des régulateurs, les entreprises adoptent des stratégies de **responsabilité sociétale**. Des standards comme **ESG** (environnement, social, gouvernance), les labels ou les critères de reporting durable se développent

Certains modèles alternatifs gagnent du terrain : entreprises à mission, coopératives, économie circulaire. Ces initiatives redéfinissent partiellement les finalités de l'entreprise, intégrant des objectifs sociaux et environnementaux au-delà de la maximisation du profit.

Néanmoins, des critiques soulignent que ces démarches restent souvent marginales ou instrumentales (greenwashing). La RSE ne remet pas nécessairement en cause la logique d'accumulation, mais elle peut ouvrir des brèches vers une gouvernance plus inclusive.

2.3. Transition juste et réformes institutionnelles

Pour que le capitalisme puisse devenir compatible avec la durabilité, des réformes structurelles sont nécessaires. L'idée de **transition juste** vise à combiner transformation écologique et justice sociale, en soutenant les travailleurs et les territoires affectés par les changements.

Les États et les institutions internationales ont un rôle central : politiques industrielles vertes, investissements publics (Green New Deal), réformes fiscales écologiques, droits

environnementaux. Des accords mondiaux (Agenda 2030, Accords de Paris) tentent d'imposer des objectifs contraignants, même si leur efficacité dépend des rapports de force géopolitiques.

Certains économistes plaident pour un **capitalisme régulé et encadré**), où les marchés seraient subordonnés à des objectifs sociaux et écologiques, via des règles démocratiques et une planification stratégique.

Conclusion

L'analyse des relations entre capitalisme et développement durable révèle une tension structurelle : la logique de croissance, d'accumulation et de rentabilité entre en conflit avec les impératifs écologiques et sociaux du long terme. Cependant, des zones de convergence émergent, à travers l'économie verte, la responsabilité sociale des entreprises et les politiques de transition.

La question centrale reste de savoir si ces convergences suffisent à réformer le capitalisme de l'intérieur, ou s'il faut envisager une **transformation plus radicale du système économique**.

Des alternatives comme l'**économie post-croissance**, l'**éco-socialisme** ou l'**économie régénérative** (Raworth, 2017) tentent d'imaginer un au-delà du capitalisme, où la soutenabilité serait centrale.